



SCANDALE AUTOUR DES VISÉES DE DAEWOO SUR 1,3 MILLION D'HECTARES.

# MAIN BASSE SUR LA TERRE MALGACHE

*Daewoo va pouvoir se lancer dans la culture de maïs et d'huile de palme sans avoir à déboursier un centime! Madagascar se contenterait d'emplois créés et des investissements dans les infrastructures. Pluie de critiques.*



Les terres malgaches sont convoitées par l'Europe et l'Asie pour l'exploitation de l'eucalyptus, du maïs ou encore de l'huile de palme. KEYSTONE

## ACCAPAREMENT EN AFRIQUE

### Quatre exemples

> **Sun Biofuels**, compagnie britannique, a acquis des terrains en Tanzanie, Ethiopie, Mozambique pour la culture de biocarburants. En Tanzanie, 18 000 hectares de terres agricoles ont été loués pour 99 ans à la Sun Biofuels. Une compagnie suédoise négocie actuellement 20 000 ha de terrain agricole dans le même pays.

> **Bioenergy International**, firme suisse, prévoit la plantation de jatropha (pour fabriquer du biodiesel) sur quelque 90 000 ha au Kenya. L'opération s'accompagnerait d'une raffinerie de biodiesel et d'une usine électrique.

> **Aurantia** (Espagne) investit dans des plantations d'huile de palme et dans quatre raffineries de biodiesel en République du Congo.

> **MagIndustries** (Canada) a acquis une plantation de 68 000 ha d'eucalyptus. Elle construit une usine de déchetage de bois d'une capacité de 500 000 tonnes par an près de la ville de Pointe-Noire, en République du Congo. MMB

## MARIE-MARTINE BUCKENS

Près de 1,3 million d'hectares: le sud-coréen Daewoo Logistics a remporté le gros lot à Madagascar. Le groupe a obtenu une licence d'exploitation sur la côte ouest et nord-est de la Grande Ile pour une durée de 99 ans pour y cultiver, et exporter vers la Corée du Sud, du maïs et de l'huile de palme. Des produits prisés, non seulement en raison de la crise alimentaire mondiale rampante, mais aussi pour des raisons de sécurité énergétique, ces produits étant des matières premières des biocarburants.

L'accord a fait grand bruit. A tel point que le gouvernement du président Marc Ravalomanana a fait quelque peu marche arrière, arguant qu'il fallait encore mener des études d'impact, notamment au niveau environnemental. N'empêche, l'affaire a permis de porter au grand jour un phénomène qui ne se limite pas à Madagascar, mais à l'ensemble du continent africain. En réalité, à l'ensemble de la planète où des régions à

vocation agricole n'ont pas encore été exploitées.

### Modernisation du pays

L'affaire Daewoo est particulièrement crue. Le groupe sud-coréen ne devrait en effet pas déboursier un centime pour obtenir ce privilège. En contrepartie, Madagascar, qui compte parmi les pays les plus pauvres de la planète – plus de 70 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté – se contenterait d'emplois créés par l'exploitation des terres, ainsi que des investissements réalisés par l'entreprise dans les infrastructures (routes, irrigation et stockage). Et ce sont ces investissements qui intéressent surtout le gouvernement malgache.

Sous la houlette de son président et homme d'affaires, il s'est lancé depuis 2007 dans la modernisation complète du pays. Applaudi par l'ensemble de la communauté internationale, des grands donateurs en particuliers, le «Plan d'Action Ma-

agascar» est particulièrement audacieux puisqu'il se donne huit ans pour réaliser les «Objectifs du millénaire pour le développement»: instruction primaire pour tous, réduction de la mortalité infantile, de la pauvreté et du sida, environnement durable. Pour les atteindre, Marc Ravalomanana mise surtout sur trois grands chantiers: l'exploitation minière, le tourisme vert et l'agroalimentaire. Autant de secteurs pourvoyeurs de devises mais qui nécessitent, précisément, la mise en place d'infrastructures dont le pays souffre cruellement.

## «C'est un pacte néocolonial», selon Jacques Diouf directeur de la FAO

Et qu'en est-il de la place et du rôle de la population locale dans cette stratégie? Une population elle aussi

choquée par l'affaire Daewoo. C'est que la «terre des ancêtres», sacrée à ses yeux, constitue une autre pomme de discorde avec le gouvernement qui tente, depuis 2003, de réformer le système foncier. Pour l'heure, les investisseurs étrangers n'ont toujours pas le droit d'acheter des terres à Madagascar. Ce qui explique le choix du gouvernement de louer le terrain – même gratuitement – à Daewoo.

«Il faut une protection des populations locales», s'est exclamé Alain Joyandet, le secrétaire d'Etat français au développement, à l'annonce du contrat en voie d'être passé par le groupe Daewoo avec le gouvernement malgache. Réponse du Sénégalais Jacques Diouf à la tête de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: «C'est un pacte néocolonial.»

### Pressions extérieures

On peut s'étonner de cette soudaine préoccupation à l'égard de la bonne gouvernance ou des popula-

tions locales, de représentants d'un pays, la France, qui s'est toujours gardée d'intervenir, par exemple, dans la gestion d'une de ses sociétés phares, Total. Les activités du groupe pétrolier à l'étranger – Nigeria, Gabon, Birmanie, entre autres – sont entachées d'autant d'insouciance à l'égard de la gouvernance ou des populations locales, pourtant deux priorités que l'on retrouve inlassablement dans les politiques de coopération dressées par les pays occidentaux.

Reste que les pressions extérieures se font de plus en plus fortes sur le gouvernement malgache. Marc Ravalomanana y résistera-t-il? Il doit garder en mémoire, comme tous les Malgaches, le triste sort réservé au roi Radama II, qui, en 1863, accordait au français Joseph Lambert le droit exclusif d'exploiter tout le nord de l'île. Devant cette réouverture du pays aux puissances coloniales, l'oligarchie malgache, inquiète, le fera étrangler... I

## Le cri d'indignation cynique de l'Europe

La mainmise coréenne sur les terres malgaches indignes les Occidentaux, notamment les Européens. Une réaction qui paraît cynique aux yeux de certains Africains. Ainsi, le journaliste Mouélé Kibaya souligne: «Tous les médias occidentaux ont qualifié de dangereux l'accord entre l'Ouganda et l'Egypte, un accord qui prévoit que l'Ouganda loue 850 000 hectares de terres, soit 2,2% de la superficie du pays, à l'Egypte, pour qu'il cultive du blé dont elle a besoin. Cela a suffi pour que les capitales européennes parlent d'accaparement, et expriment des inquiétudes quand d'autres pays d'Orient, comme l'Arabie, la Corée du Sud ou encore la Jordanie envisagent de suivre l'exemple égyptien.»

En clair, les cris d'indignation poussés par les Européens n'expriment-ils pas plutôt leur inquiétude à voir les pays d'Asie

prendre pied sur un continent, l'Afrique, qui était leur pré carré? S'agissant du projet jordanien de cultiver du blé au Soudan, Mouélé Kibaya ajoute: «Ce même Soudan semble avoir disparu de la scène, bien que le problème du Darfour continue avec sa cohorte de massacres. Comme l'Occident avait besoin de fonds chinois pour faire face à sa crise financière, il a préféré mettre en sourdine le Soudan, aidé par la Chine.»

Mais les stratégies agressives nationales déployées depuis plusieurs mois pour s'accaparer des terres fertiles, en Afrique notamment, sont le fait majoritairement de pays asiatiques et arabes. La présence des entreprises européennes et américaines se fait plus discrète. Celles-ci – selon l'ONG canadienne GRAIN – opèrent en Afrique, comme les Britanniques Investment Management au

Malawi, ou Lonrho qui convoite 20 000 ha de terres en Angola et, à plus longue échéance, 200 000 ha dans toute l'Afrique.

Ironie du sort, alors que la Chine investit en Afrique, la Deutsche Bank et l'Américaine Goldman Sachs ont fait main basse sur des pans entiers de l'élevage avicole chinois. La liste est longue, où l'on voit des sociétés scandinaves investir en Russie et même une société britannique Knight Frank, prête à acheter massivement des terres agricoles... dans son propre pays.

Alors, s'agit-il d'un «pacte néocolonial» comme le clame Jacques Diouf? C'est faire fi dans ce cas des élus locaux qui, pour la plupart, participent activement aux tractations. Reste, il est vrai, les populations locales, grandes absentes, et sans doute perdantes, de ces marchés. MMB

## À QUI APPARTIENT LA TERRE?

L'affaire Daewoo à Madagascar pose avant tout la question du droit à la propriété foncière. Dans la plupart des pays d'Afrique, les législations restent des plus floues et, dans bien des cas, le droit coutumier coexiste – difficilement – avec le droit importé par les colonisateurs. Le 6 décembre dernier, à l'initiative de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'Union africaine, une série de consultations régionales ont été lancées afin de valider une politique foncière valable pour tout le continent. Une charte qui prévoirait notamment que toute réforme

agraire reconnaisse le droit d'un Etat à posséder les terres au nom des citoyens.

Un sujet qui n'est pas du goût de tous. Interrogé par Radio France International, Tidiane Ngaido, chercheur à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, estime que «ce n'est pas normal que l'Etat s'arroge le droit de propriété et distribue des terres à des sociétés qui viennent de l'étranger. Il faut nécessairement une sécurisation foncière pour les populations». L'Union africaine devrait trancher en juillet 2009. MMB